

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Pour la première fois

A entendre les déclarations officielles qui ont succédé à l'annonce des résultats, les votations du week-end passé n'ont aucune importance: la TVA sera rehaussée d'un pourcent en faveur de l'AI quand même, le prochain paquet fiscal est déjà en route, quant à l'AVS, sa situation «tragique» nécessite de toute façon une réduction de ses prestations.

Il en est souvent ainsi dans ce pays: un combat à peine gagné, la gauche est de nouveau menacée par une droite arrogante, qui tient le couteau par le manche. Les exemples récents ne manquent pas, de l'assurance chômage à la LME en passant par la LAMAL, les projets de droite jetés au dehors par la grande porte reviennent par l'escalier de service, à peine déguisés.

Cette réalité ne doit cependant pas occulter le succès important remporté par la gauche lors de ces dernières votations. Pour la première fois, une révision de l'AVS – qui se cachait certes mal d'être un premier démantèlement – a été refusée en référendum. Pour la première fois, une majorité de la population suisse a refusé une diminution d'impôts qui profitait, certes, surtout aux plus riches. Le discours néo-libéral bétonné ces dernières années au point d'être devenu un lieu commun y compris à gauche («Il faut réduire les dépenses de l'Etat») serait-il en train de s'effriter? Ne nous y trompons pas: une société solidaire reste à construire. A la gauche à présent de présenter des projets crédibles pour assurer à l'Etat les moyens d'une politique capable de répondre aux besoins collectifs, des assurances sociales à la redistribution de fortune, en passant par la formation et le monde du travail. Une société plus juste reste à construire, plus que jamais. Pour la première fois. Réd.



DOSSIER

Mais de qui se foot-on?

Nous assisterons donc en ce mois de juin 2004 à une nouvelle édition des championnats d'Europe de football. Grande messe nationaliste, crient les uns; spectacle aberrant où des stars payées des millions d'Euros, de francs et de livres sterling courent derrière un ballon rond en faisant vibrer des foules dont la grande majorité peine à joindre les deux bouts à la fin du mois, disent les autres. Des multinationales qui se remplissent les poches et des agents de joueurs et dirigeants de clubs participant à un authentique réseau moderne d'esclavagisme font aujourd'hui la loi dans ce milieu. Et quand Silvio Berlusconi, l'homme le plus riche d'Italie, avait remporté les élections la première fois, il promettait de sauver l'Italie comme il avait sauvé le Milan AC. N'oublions pas que son parti s'appelle *Forza Italia!*

Malgré cela ou à cause de cela, *Pages de gauche* présente dans ce numéro un dos-

sier thématique consacré au football. Pour rendre compte de certains aspects centraux de l'actualité de ce jeu d'équipe. Car le sport est toujours reflet de la société, il n'en détermine jamais la trajectoire. Les deux premiers articles se penchent sur le marché footballistique et les marques. Suit un texte portant sur la récupération nationaliste du foot et plus loin encore un article consacré aux réseaux de recrutement de joueurs africains. Or, malgré la forte avancée de la logique marchande, il serait faux de penser que foot rime nécessairement avec fric, public abruti et haine nationaliste. En effet, rien n'empêche aujourd'hui la gauche de revendiquer haut et fort les valeurs de solidarité qui fondent ce jeu. Comme elle l'a fait tout au long de son histoire.

> Suite du dossier en pages 5 à 10

N'est pas tomate qui veut

Les tomates d'Espagne prennent le chemin de la Suisse avant d'avoir eu le temps de mûrir pour que les consommatrices et consommateurs suisses puissent admirer leurs courbes rosées sur les étales des grandes surfaces et ensuite déguster leur chair devenue rouge. Des êtres humains empruntent le même itinéraire que les tomates. Ils arrivent en Suisse, souvent également par camion, et leur voyage a aussi pour destination des étals destinés à exposer leurs courbes et leurs chairs aux regards concupiscent des consommateurs. Ce sont les permis L, soit les danseuses de cabaret qui disposent d'une autorisation de séjour de 8 mois au maximum par année civile. Au sens de la législation sur les étrangers, est considérée comme danseuse de cabaret «une personne qui se produit dans un spectacle musical au cours duquel elle se dévêt partiellement ou totalement. Elle doit présenter chaque soir et à plusieurs reprises son spectacle. Elle ne peut pas demeurer en Suisse plus d'un mois au total sans engagement». Comme pour les tomates, leur nombre n'est pas soumis à contingents. C'est la loi de l'offre et de la demande qui prévaut, c'est la densité des exhibitions qui détermine le nombre maximal de danseuses autorisées par établissement. Alors que les tomates s'épanouissent en Suisse, les permis L s'y étioient, faute de pouvoir vivre dans la lumière, faute d'être en droit d'exercer une autre activité. Il y a peu d'issues pour échapper à ce statut car les rares portes

ouvertes sont en réalité des souricières, des cages aussi sordides qu'une scène de cabaret: la clandestinité liée à la prostitution et, pour les plus chanceuses, un mariage qui aura le plus souvent le reflet de l'esclavagisme moderne puisque leur autorisation de séjour est lié à la pérennité de l'union conjugale, même en cas de violences.

Le chef du Département fédéral de justice et police est très volubile lorsqu'il condamne les cantons trop laxistes, ceux qui ont la fâcheuse tendance à trop d'humanité en tentant de régulariser des familles qui vivent et travaillent en Suisse depuis de nombreuses années. Il est très prompt à déclarer que la Suisse est trop attractive et qu'il faut donc durcir la loi sur l'asile. En revanche, à ce jour, il n'a pas suggéré de soumettre à contingent les danseuses de cabaret. Il ne leur permet pas davantage de sortir du milieu en les autorisant par exemple à travailler comme vendeuses dans un supermarché, même pas au rayon tomates!

Qu'en serait-il si les ouvriers maraîchers d'Afrique du Nord, employés clandestinement, dans des conditions inhumaines, dans les serres de tomates espagnoles, déposaient eux aussi des demandes de permis L dans notre pays? Il y a fort à parier que Monsieur Blocher et son parti crieraient au scandale en dénonçant ces abuseurs que sont ces danseurs de cabaret qui profitent de l'attractivité de la Suisse!!!

Valérie Garbani

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel : Fr. 39.-
Abonnement de soutien : Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Olivier Longchamp (OL), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Yves Steiner (YS), Christian Vullioud (CV).

Comité :

Michel Cambrosio, Lara Cataldi, Dan Gallin, Valérie Garbani, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Kevin Luximon, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Jean-Marie Meilland, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vullioud, Le Sentier.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Pour la première fois
- 2 N'est pas tomate qui veut
- 3 24 numéros et deux années d'existence de Pages de gauche
- 4 Comment aider le peuple cubain?
- 5 à 10 Dossier: Mais de qui se foot-on?
- 11 Etincelles chiliennes
- 12 Conseil national: encore un durcissement de la politique d'asile
- 13 Vaud: Le temps de l'ignorance comptable
- 13 Fribourg: Quand patron rime avec exploitation
- 14 Pour une Convention internationale sur l'eau
- 15 Un poète au chant éternel
- 15 Ils l'ont dit...
- 16 La dernière – Agenda



24 numéros et deux années d'existence de *Pages de gauche*

Lancé il y a deux ans, notre journal fête ce mois son 24^{ème} numéro. Le moment est donc venu de tirer un bilan et de remercier toutes les personnes qui nous soutiennent pour leur fidélité. Après les difficultés de départ liées à tout projet de ce genre, *Pages de gauche* repose aujourd'hui sur de bases solides – tant personnelles que financières. En effet, nous comptons actuellement un peu plus de 1050 abonnés-e-s, répartis à travers l'ensemble des cantons romands (VD: 470; GE: 140; NE: 120; VS: 60; JU: 40; FR: 70; BE: 70), ainsi qu'en Suisse alémanique et au Tessin.

UNE INITIATIVE QUI «VIEN D'EN BAS»

Ces résultats réjouissants et la réalisation de *Pages de gauche* depuis deux ans ont pu être possibles grâce à une infrastructure très légère (seul un 20% de poste salarié, partagé entre notre secrétaire de rédaction et notre graphiste), et surtout par l'engagement bénévole des membres du comité de rédaction, des nombreux «contributeurs extérieurs» que nous avons sollicités, et des efforts de coordination de la rédaction. A ce titre, un grand merci aux membres du comité de rédaction et aux «contributeurs extérieurs», qui ont permis la production de *Pages de gauche* tout comme aux milieux associatifs, aux syndicats ainsi qu'aux partis socialistes romands qui nous ont permis de diffuser notre journal à leurs membres.

QUELLES PERSPECTIVES?

La troisième assemblée générale de l'Association Pages de gauche, editrice du journal, le 14 mai dernier, a été l'occasion de faire le bilan sur l'année 2003-2004 et de discuter quelques perspectives de développement.

Sur le plan du contenu du journal, la formule des dossiers sera conservée, tout en gardant une certaine variation dans

leur longueur de 6 ou 8 pages selon l'importance des sujets. D'autre part, les différentes rubriques du journal (syndicalisme, international, cantons, humeur principalement) ont progressivement gagné en stabilité et en cohérence.

Au niveau de la stratégie de développement du journal, nous allons poursuivre nos actions de promotion: campagnes d'abonnement, à travers la diffusion des cartes d'abonnement et des actions ciblées d'encartages dans d'autres publications proches de la nôtre. Nous envisageons également de renforcer l'ancrage régional du journal dans les différents cantons, afin de disposer de relais cantonaux, qui puissent diffuser le journal et trouver de nouveaux abonnés. Des formes de collaboration avec des publications proches de la nôtre (*Le Courrier*, *Wochenzeitung*, *Global+*) sont également en discussion.

Sur le plan financier, les recettes courantes des abonnements permettent de financer le budget de fonctionnement du journal; en revanche, les actions de promotion exigent des investissements supplémentaires. Ces

actions de promotion restent indispensables pour assurer la continuité et le développement du journal.

Quant à l'organisation interne, nous pouvons aujourd'hui compter sur un comité de rédaction et une rédaction engagés et représentant divers points de vue, fait qui enrichit et nos discussions et le contenu du journal. C'est d'ailleurs dans ce sens que *Pages de gauche* souhaite s'améliorer en abordant des sujets jusqu'alors peu traités, dans les mois et années qui suivent, sous forme d'articles ou de dossiers.

LA RAISON D'ÊTRE D'UN MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES

L'existence d'un mensuel d'opinions socialistes nous paraît plus nécessaire que jamais. Au moment où la politique suisse connaît un durcissement sans pareil depuis des décennies, il est crucial de pouvoir disposer d'un journal de débats, de réflexions et de diffusion des idées de gauche. Les enjeux de politique nationale et internationale ont gagné une importance croissante et ont des répercussions directes sur les échelons cantonaux et

communaux. Parallèlement au traitement de ces niveaux de la politique, qui absorbent une énergie considérable des militant-e-s socialistes et qui sont déjà largement traités par les divers organes de presse socialistes cantonaux, *Pages de gauche* se focalise notamment sur les enjeux de politique fédérale, les débats d'idées et aussi les enjeux de politique internationale. Cela doit contribuer à l'essor de la pensée et de l'action socialistes en Suisse romande.

S'imposer comme un lieu de débats et comme une référence au sein de la gauche romande et du débat politique en général constitue notre véritable raison d'être. Pour y parvenir, informer, analyser et proposer dans une perspective socialiste sont les trois axes centraux de notre journal. Nous sommes convaincus qu'il existe encore un fort potentiel de développement en Suisse romande. C'est en tout cas notre pari et nous vous remercions une nouvelle fois pour votre soutien et nous réjouissons avec vous de la suite de cette aventure.

La rédaction

16 MAI: BOUM! PAF!



Comment aider le peuple cubain?

Dans son numéro d'avril, Pages de gauche a publié un article de Franco Cavalli sur Cuba. Ce texte a suscité la réaction de Dan Gallin, membre du comité de notre journal. Nous publions ici une version raccourcie de son texte dont l'intégralité se trouve sur notre site Internet.

En tant que socialistes, notre problème n'a jamais été celui de savoir s'il fallait être solidaire avec des îles, ou même avec des pays, grands (comme l'URSS en son temps) ou petits (comme Cuba). Toutes les sociétés connues, y compris celles des pays auto-désignés comme «socialistes» par un abus de langage que le mouvement socialiste a payé cher et que nous continuons à payer, sont divisées en classes, notamment celle qui dirige, exploite et réprime, et la majorité qui subit cette exploitation et cette répression. Nous sommes partout solidaires avec cette majorité, les travailleurs, certainement pas avec des «pays» dont la face la plus visible sont les régimes au pouvoir et leurs appareils de propagande.

SE SOUVENIR

La question qui doit nous préoccuper à Cuba n'est donc pas la «répression du printemps 2003» mais la répression depuis l'avènement du régime castriste il y a plus de quarante ans, répression qui s'est exercée, comme dans tous les régimes communistes de type stalinien (et il n'y en a pas eu d'autres), contre la gauche en premier lieu.

Récapitulons: les syndicats sont mis au pas après le 10^{ème} congrès de la centrale syndicale CTCR, son dernier congrès démocratique, en novembre 1959. A partir de là, la centrale syndicale unique n'est plus qu'un rouage de l'Etat, selon le modèle soviétique. Les travailleurs n'ont aucun des droits internationalement reconnus selon les conventions de l'OIT, ni celui de créer des organisations indépendantes, ni le droit de grève, ni celui de négocier leurs salaires et conditions de travail. Ceux qui essaient quand même sont emprisonnés.

L'opposition politique de gauche, et même toute forme d'activité indépendante de gauche, a été éliminée dans les années 1960.

Les anarchistes sont exécutés, emprisonnés ou contraints à l'exil entre 1960 et 1961; les trotskystes, pourtant partisans à peu près inconditionnels du régime, subsistent plusieurs vagues de répression à partir de 1961; la dernière, en 1973, met fin à toute activité organisée. Les différents groupements de la gauche démocratique, libérale ou socialiste sont, comme les autres, obligés de choisir entre la soumission, la prison, l'exécution ou l'exil.

«SOCIALISMO O MUERTE»?

Ainsi, depuis le début des années 1960, la classe ouvrière cubaine est privée de tous les instruments, à quelque niveau que ce soit, syndical ou politique, qui lui permettraient d'exprimer et de défendre ses intérêts de façon indépendante. Contre qui? Contre l'Etat, employeur unique maqué avec les transnationales, aux mains du parti unique, expression politique de la classe dirigeante bureaucratique, qui exerce son pouvoir par des méthodes de terreur policière. C'est cela qui pose le problème fondamental aux socialistes: la nature du régime et la situation de la classe ouvrière, non les fluctuations circonstancielles du degré de répression.

Dans son article, Franco Cavalli reconnaît qu'il y a un problème de droits humains, mais il relativise en disant que d'autres ont fait pire. Il met en balance les 300 prisonniers politiques contre les milliers de prisonniers des Etats-Unis à Guantanamo (et ailleurs). Avec cette comptabilité, il ne tient pas compte des milliers de prisonniers qui, depuis quarante ans, ont subi des peines très lourdes, et qui, entre temps, sont morts, ont été relâchés dans la prison plus large qu'ils partagent avec le peuple entier, ou se sont exilés.

Cavalli concède en outre «qu'à Cuba, il existe des entraves à la liberté d'expression politique». Il ne peut y avoir d'entraves à

quelque chose qui n'existe pas. Il n'y a pas de liberté d'expression politique du tout.

Les trois jeunes fusillés l'année dernière pour avoir tenté de détourner des bateaux vers la côte américaine n'étaient pas des dissidents politiques mais des criminels de droit commun, dit Cavalli. En effet: essayer de fuir Cuba est un crime de droit commun. Les Allemands qui se sont fait descendre en essayant de fuir la RDA étaient aussi des criminels de droit commun. Et en Chine, les militants qui essaient d'organiser des syndicats indépendants sont aussi de criminels de droit commun, selon la législation chinoise.

QUELLE LEÇON TIRER?

L'autre argument est que tout s'explique et tout s'excuse par la pression des Etats-Unis. Comment «Cuba» (donc le régime cubain) a pu survivre à la crise consécutive à l'effondrement du bloc soviétique? Cavalli mentionne plusieurs facteurs. Il en oublie un: la capacité de répression du régime.

D'un autre côté, la pression des Etats-Unis, en tout cas sous son gouvernement actuel, est une menace réelle. Elle est un facteur dont une politique socialiste doit tenir compte. L'opposition cubaine de gauche, tant à l'intérieur du pays qu'en exil, en est bien consciente. Le régime cas-

triste, instable et profondément corrompu, ne tient plus qu'à sa clé de voûte: Castro lui-même. Le régime vit donc, historiquement, ses dernières heures.

MediCuba-Suisse fait du bon travail, un travail nécessaire. Quel que soit le régime d'un pays, y construire des usines produisant des médicaments contre le cancer, faire renaître la médecine naturelle et établir un système de soins palliatifs, c'est faire œuvre utile. J'ai le plus grand respect pour le camarade Cavalli qui est la cheville ouvrière de ce travail. Mais c'est un travail humanitaire, non un travail politique, et il ne doit pas impliquer une défense d'un régime indéfendable.

Nous avons déjà l'expérience de camarades socialistes, et non des moindres, qui se sont acquinés avec des dictatures grotesques en RDA, Irak, Roumanie, Ethiopie. Nous en payons encore le prix: le ridicule que nos adversaires politiques ne se privent pas d'exploiter, mais, plus grave: le discrédit de l'idée socialiste dans les pays en question. Quand les travailleurs d'aujourd'hui se souviennent de qui chantait les louanges de leurs oppresseurs d'hier, ce n'est pas la gauche démocratique qui gagne. J'avais espéré que ces expériences nous avaient servi de leçon.

Dan Gallin

CUBA ET LES DROITS HUMAINS

En mai dernier, Amnesty International publiait son rapport annuel 2004 sur la situation des droits humains dans le monde. Le gouvernement cubain y était encore une fois épinglé. Comme le note le rapport, la situation des droits humains s'est gravement détériorée dans l'île. En mars 2003, le gouvernement a mené une campagne de répression et fait arrêter soixante-quinze personnes, des personnes soumises à des procès inéquitables et condamnées parfois à des peines allant jusqu'à 28 ans de prison. Les exécutions ont aussi repris en 2003 avec la mise à mort de trois hommes coupables d'avoir détourné un ferry pour fuir l'île.

Source: www.amnesty.org

Réd.

DOSSIER : MAIS DE QUI SE FOOT-ON ?

La gauche et le football: la culture du dédain

D'abord la grosse ficelle. Oui, l'*Eurofoot 2004* débute le 12 juin prochain et la rédaction de *Pages de Gauche* a saisi la balle au bond pour un dossier sur le foot. Et pas seulement histoire de marquer le coup eu égard à la qualification de l'équipe nationale suisse. La raison un peu plus sérieuse est liée à un problème bien plus vaste qui se pose à une partie de la gauche aujourd'hui: son dédain, voire son dégoût, pour la culture populaire dont le football est une des formes.

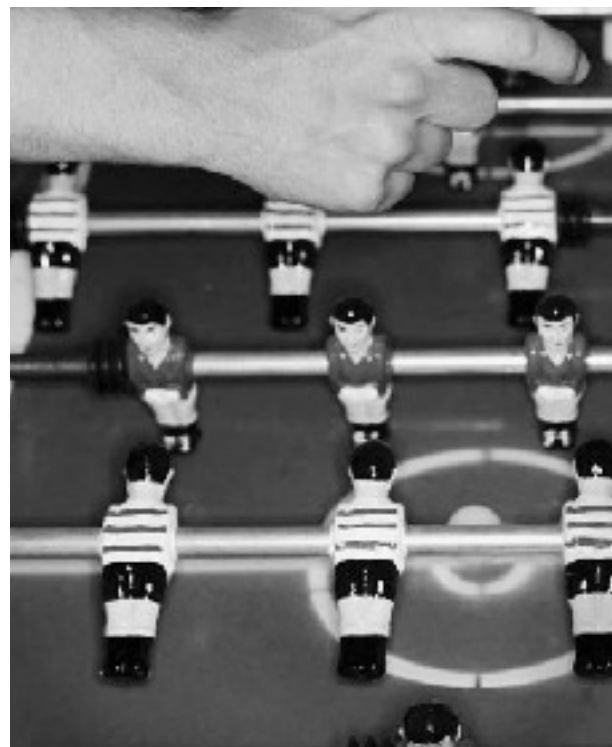
Certes, on nous rétorquera qu'il n'est pas si rare de voir un des pontes du parti socialiste français ou un candidat socialiste aux législatives espagnoles s'afficher dans les tribunes officielles des grands clubs du pays. Lui aussi aime ce sport et le peuple des stades... Reste que si l'on s'y affiche, c'est à côté des dirigeants de clubs – ces modèles de patrons –, et non dans les gradins avec les supporters. Nuance donc.

DE LA CONVIVIALITÉ DU COLLECTIF

Le rapport de la gauche au football – et à la culture populaire en général – reflète une évolution lente et plus profonde, celle d'un redéploiement des intérêts socioculturels des partis sociaux-démocrates européens vers des formes de culture supposées plus nobles: l'art contemporain, le

cinéma d'arts et d'essais, la danse sans parler des formes *high-tech* de culture qui glorifient la performance individuelle au détriment du collectif. Mais un redéploiement qui témoigne aussi des mutations sociologiques des partis sociaux-démocrates et de la recherche d'une clientèle électorale dans les catégories moyennes supérieures de la population, quitte désormais à passer ses accointances avec la culture populaire sous la rubrique hors bilan.

Cela ne veut pas dire qu'en retour, il faille afficher son dédain à l'encontre des formes contemporaines d'expression, même si on saisit mal parfois la force subversive d'*happenings* où la lutte des classes devient une lutte des places dans l'accès au buffet froid. Cette force, on la saisit déjà plus lorsqu'au tournant du siècle passé, dans les quartiers ouvriers des associations sportives naissaient pour former des clubs de foot dont le but était de s'opposer aux clubs des riches. Ces phénomènes illustraient une saine volonté de solidarité et de convivialité. Et à l'heure où la gauche cherche à reconstruire un mouvement social large, il paraît logique de s'appuyer d'abord sur les lieux de sociabilité de la culture populaire, et non dans ceux feutrés, individualisés et bien souvent consuméristes de la culture d'avant-garde.



UNE CULTURE EN DANGER

La gauche doit se demander quelle valeur accorder au football et à ses différentes expressions contemporaines, d'autant plus que ce sport – comme tant d'autres – a tendance, aujourd'hui comme hier, à être récupéré par des intérêts à la bienveillance douteuse et ne rêvant que d'une chose: en faire un nouvel «opium du peuple». Afficher son dédain à l'égard de cette culture populaire et ses expressions, c'est donc la laisser aux mains de celles et ceux qui en font un usage détourné. A

moins bien sûr de vouloir voir ces formes d'expression populaire se vider de leur sens, bref, de les renier au profit d'un dessein commercial ou idéologique. C'est à la démonstration de ces faits que s'attache ce dossier de *Pages de Gauche*, par un aperçu des dérives extra-sportives du football, tour à tour objet de manipulation politique ou médiatique, foyer d'expression de l'extrême-droite, créneau d'expansion néo-libérale ou outil de domination.

Maurizio Colella & Yves Steiner

La confiscation d'un sport par le marché

Pour savoir comment le football marche aujourd'hui, mieux vaut lire les pages financières que la rubrique sportive de votre quotidien. Adieu aux chroniques colorées de Jean-Jacques Tillmann...

6

Au bonheur des marques

Jadis, les soutiens financiers au football venaient des grands groupes industriels, qui en faisant construire des stades pour le club de la ville visaient un double objectif: s'assurer que les ouvriers...

7

Football et identification: un terrain dangereux

Il y a quelques semaines les deux équipes de football de Madrid, le Real et l'Atlético, s'affrontaient dans le cadre du championnat espagnol. Mais c'est après le match que les luttes...

8

Opium du peuple?

A sa naissance, le foot est aristocratique. C'est en effet au sein des *colleges* anglais, hauts lieux de formation des futurs décideurs de l'empire britannique, que ce jeu voit le jour entre 1830 et 1860...

9

De Cape Town à Amsterdam, les réseaux de recrutement des joueurs africains

L'engagement grandissant de joueurs provenant d'Afrique est rendu possible par la mise en place de réseaux transnationaux...

10

DOSSIER : MAIS DE QUI SE FOOT-ON ?

La confiscation d'un sport par le marché

L'activité footballistique professionnelle draine une masse financière globale de près de 600 milliards de francs suisses par an. Or, ce football du fric est loin de représenter la planète football.



Pour savoir comment le football marche aujourd'hui, mieux vaut lire les pages financières que la rubrique sportive de votre quotidien. Adieu aux chroniques colorées de Jean-Jacques Tillmann ou de Norbert Eschmann et place aux rapports en papier glacé des cabinets d'audit pour nous dire ce qu'est devenu ce sport. En 2003, le chiffre d'affaires total des dix premiers clubs européens atteignait le montant de 2,7 milliards de francs suisses. De son côté, la Fédération internationale de football association (FIFA) – organisatrice des Coupes du Monde – bouclait son exercice 1999-2002 avec un revenu de 2,6 milliards de francs suisses pour un profit de 115 millions de nos francs. Sur 2003-2006, et malgré des revenus en baisse à 2 milliards de francs, la FIFA compte empocher un coquet bénéfice annuel de 170 millions de francs suisses.

Pour la FIFA et les grands clubs européens, les principales sources de revenu sont la vente des droits de télévision et le *merchandising* autour des marques que sont devenus la FIFA et les clubs. Désor-

mais, le ou la fan du Barcelone – d'où qu'il ou elle vienne, d'ailleurs – peut porter les couleurs de son club, dormir dans des draps à l'effigie du *Barça* sans rater un match de l'équipe de Ronaldinho via une chaîne de télévision à prépaiement. Les Lyonnais et les Lyonnaises peuvent eux se coiffer chez OL Coiffure et partir au loin avec OL Voyages, merci l'Olympique lyonnais. Et à Manchester, Madrid ou à Milan – et sans doute bientôt à Bâle, le même schéma se reproduit, les stades devenant une structure marchande à côté de centres commerciaux et de restaurants dont le but est d'augmenter la rentabilité par tête de pipe. Bref, le football ça se consomme.

ORGANISER LA COMPÉTITION

Cette marchandisation du football est un cas d'école pour observer comment le capitalisme s'organise et ce, loin des manuels d'économie. La logique qui a pénétré cette activité sportive est une logique mercantile dont le but est d'ordonner la compétition aux profits d'acteurs précis. Ainsi, les discours vaguement libéraux des

grands patrons de clubs ou de chaînes de télé cachent bien mal leur volonté de structurer la concurrence, de garantir leur taux de profit tout en laissant planer une infime part d'incertitude, histoire de convier spectateurs et téléspectateurs au stade ou devant leur poste de télévision. Au diable le hasard lorsque sont en jeu non pas quelques grammes d'or sur une coupe pleine de champagne, mais bien 8 milliards de francs comme lors d'un certain France-Brésil en finale de la Coupe du Monde 1998.

C'est avec l'industrialisation du football après la seconde guerre mondiale que celui-ci connaît un essor considérable: le spectacle devient commerce et les médias jouent leur rôle de relais des grandes compétitions internationales. L'intérêt grandissant du public aiguïsera l'appétit des investisseurs: des capitaux d'origine extrasportive pénètrent dans la sphère footballistique au début des années 1980 et de nouveaux marchés sont nécessaires pour assurer la rentabilité de ces investissements. Et là encore, ce n'est pas un hasard si la FIFA organise sa Coupe

du Monde aux Etats-Unis en 1994, avant d'aller draguer le continent asiatique en 2002 avec une Coupe du Monde co-organisée par le Japon et la Corée du Sud. Ouverture du prochain comptoir de la FIFA: en Afrique du Sud en 2010.

A L'AUTRE BOUT DE LA LORNETTE, UN SPORT POPULAIRE

Alors que penser de cette organisation du spectacle foot et des quelque 600 milliards de francs suisses générés par cette industrie (clubs, *merchandising*, télévision, transferts, équipementiers, etc.)? D'abord: relativiser. Cette masse ne représente «que» le budget de l'ensemble de la Sécurité sociale en France et le chiffre d'affaires annuel de la FIFA – forte d'un monopole mondial, soit dit en passant – ne parvient guère à égaler le seul profit d'une firme pharmaceutique comme l'allemand Bayer. Quant aux plus 50 millions de francs suisses de bénéfices de Manchester United l'année dernière, ceux-ci font pâle figure à côté des gains des multinationales.

Pourtant, c'est sur ce football-là que l'attention des médias – et de leurs intérêts bien compris – se concentre avec comme conséquence de naturaliser cette marchandisation du sport et de faire passer comme «normale» la logique économique qui soutient cette industrie. A la trappe donc, les associations à but non lucratif et les plus de 180 millions de pratiquants et pratiquantes de par le monde qui forment aujourd'hui la face cachée d'un sport qui reste, malgré tout et contre tout, populaire.

Yves Steiner

Source: Jean-François Nys, «Un enjeu économique», in *Manière de voir, mai-juin 1998*, p.26-30.

DOSSIER : MAIS DE QUI SE FOOT-ON ?

Au bonheur des marques

Un autre match se déroulera au Portugal, celui des équipementiers sportifs, qui s'affrontent pour un enjeu majeur: convertir les spectateurs en consommateurs.

Jadis, les soutiens financiers au football venaient des grands groupes industriels, qui en faisant construire des stades pour le club de la ville visaient un double objectif: s'assurer que les ouvriers dans leur temps libre ne traînent pas dans des caves à fonder des plans de guerre contre le patronat, et leur inculquer les valeurs de compétition et de rendement, si chères au capitalisme et dont le football peut servir de vecteur assermenté.

Aujourd'hui, mondialisation oblige, le football est subordonné aux investissements de nombreuses multinationales, à qui il assure une visibilité et une capacité de diffusion de produits à une très large échelle, tant au niveau local que global.

LE DÉTOURNEMENT DES PASSIONS

Parmi les principaux acteurs de cette foire au pognon, on trouve les grandes marques d'habillement sportif, plus particulièrement *Nike* et *Adidas*, leaders d'un marché estimé à plusieurs milliards de francs. Leur mainmise se fonde sur un habile détournement à leur compte de la culture populaire et de l'engouement sans comparaison entourant le football. En d'autres termes, il s'agit de fournir une expression matérialisée de la passion qui meut les supporters. Sans compter le prestige associé généralement au fait de porter un produit «griffé», dans une société que qualifier «de consommation» serait euphémisant.

En récupérant la forte dimension identitaire qui associe le supporter à son club ou joueur favori pour en faire un atout commercial et vendre des maillots, chaussures ou ballons, *Nike*, *Adidas* et les autres participent à l'assujettissement du football à des intérêts économiques. Pendant que l'argent coule à flots dans les

caisses des clubs, les firmes voient leurs bénéfices s'accroître considérablement. Le processus de capitalisation et de marchandisation du ballon rond n'en est alors que plus patent.

«GOLDEN GOAL»

L'*Eurofoot* représente une vitrine promotionnelle formidable, des millions de téléspectateurs ayant durant trois semaines les yeux rivés sur leur écran TV. L'enjeu majeur est la visibilité, et les firmes rivalisent à coups de contrats multimillionnaires pour habiller les équipes nationales les plus prestigieuses, fournir les ballons, etc. Chaque équipe sponsorisée représente un nouveau marché conquis, et voir les joueurs russes porter un chandail frappé d'un logo *Nike* en dit long sur le phénomène...

Une fois l'onéreuse

besogne des contrats d'exclusivité accomplie, la promotion du produit commence. On estime que pour un franc dépensé dans le sponsoring, c'est le triple qui part dans la publicité. Un véritable matraquage médiatique en bonne et due forme: spots publicitaires télévisés, affiches, placards géants dans les stades. Le fan, du fond de son fauteuil, est pris dans un tourbillon de consommation, dont on attend qu'il ne soit pas uniquement spectateur, mais bel et bien acteur. Pour illustrer les enjeux relatifs aux investissements massifs des équipementiers dans une telle compétition, la victoire de la France (*Adidas*) sur le Brésil (*Nike*) en finale de la Coupe du monde 1998 a déterminé l'écoulement de 500 000 maillots tricolores supplémentaires sur le marché. Lorsque l'on sait qu'en Suisse un maillot est

vendu environ une centaine de francs en magasin...

QUAND LE SCANDALE DEVIENT LIEU COMMUN

Enfin, un petit rappel: *Nike*, *Adidas* et consorts ont maintes fois été l'objet de dénonciations quant aux conditions qui règnent dans leurs fabriques délocalisées aux quatre coins du monde. «Inutile de le dire, on le sait», rétorquera-t-on. C'est là tout le problème, car malgré la conscience qu'a chacun des violations innombrables des lois sur le travail et autres exactions, il semblerait que, dans les actes, la banalisation de la consommation s'accompagne, dans nos sociétés, d'une banalisation de l'exploitation ou du travail infantile. La *FIFA*, gardienne du temple du football, quant à elle, dégage en

Maurizio Colella

ET LES FEMMES DANS TOUT ÇA ?

On assiste dernièrement à une recrudescence des matches de football féminin sur notre petit écran. Ce phénomène connaît une médiatisation croissante ainsi qu'une explosion des investissements, et la *FIFA* accentue considérablement sa promotion depuis quelques années. Avec tous ces éléments, comment ne pas croire, naïfs, que le monde du football fait tout ce qui est en son pouvoir pour véhiculer une conception égalitaire des genres en soutenant ce phénomène présenté comme récent?

Que nenni! Car, ô stupeur, les femmes jouaient au foot avant qu'on nous le montre à la TV et n'ont pas attendu que le monde macho du football leur accorde sa reconnaissance divine pour s'octroyer le droit de s'adonner aux joies du sport le plus populaire du monde et prétendre à la légitimité de sa pratique...

Mais alors, *Quid* de cet enthousiasme soudain des instances du football et de leur cortège d'annonceurs? Il faut pour cela remonter aux Jeux Olympiques d'Atlanta 1996, où le football féminin accède enfin au prestigieux rang des disciplines olympiques (quelques décennies seulement après le tir à l'arc...). En finale du tournoi: les États-Unis et la Chine, deux énormes marchés restés encore largement imprenables pour la grande industrie du football. C'est sans étonnement qu'il faut alors rejeter la piste du projet humaniste et se résoudre à l'évidence: le football féminin n'est qu'un pan parmi d'autres d'objectifs politico-économiques expansionnistes. Les intérêts du football féminin, et des femmes en général, restent donc subordonnés à d'autres visées et par conséquent discriminés. Et c'est sans compter avec le lot de représentations stéréotypées de la relation que les femmes entretiennent avec le football et véhiculées par celui-ci. De plus, aux États-Unis, il est ouvertement considéré comme un «sport de femmes», et cette «féminisation» contribue fortement à sa dévalorisation outre-Atlantique. Juste histoire de rappeler que le football est un fidèle miroir d'une société et de son idéologie...

MC

DOSSIER : MAIS DE QUI SE FOOT-ON ?

Football et identification : un terrain dangereux

Les équipes de football, nationales ou non, sont sujettes à identification de la part des supporters. Elles en profitent, non sans danger, pour reprendre à leur compte toutes sortes d'images et de logos en décalage avec la réalité



9 juin 1938: Coupe du monde de football en France. Les Allemands, battus par la Suisse 4-2, quittent le terrain. L'arrière-gauche Streitle a le visage ensanglanté.

Il y a quelques semaines les deux équipes de football de Madrid, le *Real* et l'*Atlético*, s'affrontaient dans le cadre du championnat espagnol. Mais c'est après le match que les luttes ont été les plus violentes: en effet, les supporters des deux équipes se sont livrés à une véritable bataille de rue en plein Madrid. Évidemment, les forces de l'ordre sont intervenues, les ardeurs ont été canalisées et aucun mort n'est à déplorer.

Cet incident peut sembler banal et habituel, mais il pousse néanmoins à une réflexion sur le processus d'identification de ces fanatiques, ceci pour plusieurs raisons : premièrement, tout porte à croire que, au moment de l'*Euro-foot*, lorsque Raúl - joueur du *Real* - marquera un but, les supporters du *Real* et de l'*Atlético* se congratuleront, et oublieront vite les coups qu'ils s'infligeaient quelques mois plus tôt à Madrid. Par ailleurs, si l'on se penche sur les joueurs du *Real*, il est facile de se rendre compte que la majorité n'est pas espagnole, et encore moins madrilène. Ces maillots jouent un rôle

important dans le processus d'identification des supporters, puisqu'ils constituent le seul moyen de distinguer le «Nous» du «Eux». En fait, ils matérialisent l'identité de l'équipe en couleurs et en symboles et constituent le support des représentations et des interprétations des fans. Ils permettent la cohérence de l'équipe et de ses supporters, et justifient que l'on se batte quel que soit l'adversaire, puisqu'il porte un maillot différent.

DES RÉCUPÉRATIONS DÉCALÉES

C'est alors qu'ont lieu, pour favoriser l'identification, les diverses récupérations des clubs de football et de leurs supporters. En effet, justement, le maillot blanc du *Real* de Madrid a permis, entre 1955 et 1960, alors que le club gagnait coupe d'Europe sur coupe d'Europe, de véhiculer une propagande anti-communiste. L'*Atlético*, alors, face au club dominant et son identité claire, se construit, entretient et nourrit une image de club plutôt «populaire». Le paradoxe est flagrant: son président Jesus Gil y Gil,

mort très récemment, en plus d'être ouvertement raciste, a bénéficié à plusieurs reprises du soutien de Franco dans les affaires douteuses auxquelles il était mêlé. Et ce phénomène se retrouve un peu partout : la vive opposition à Barcelone entre le «*Barça*», aux couleurs catalanes, et l'«*Espanyol*» opposé à l'autonomie régionale, ou à Rome entre l'*A.S Roma*, dont les supporters font voler fièrement et ostensiblement des drapeaux du Che, et la *Lazio*. De la même manière, la ville de Glasgow possède deux clubs. L'un est catholique (le *Celtic*), créée pour venir en aide aux migrants irlandais; ses couleurs sont le vert, le blanc et l'orange. L'autre (les *Rangers*) représente le bastion protestant; son maillot est bleu marine et blanc soit les couleurs écossaises. Les couleurs signifient alors à quelle «église» on appartient. Plus dangereux encore aux Pays-Bas, où l'*Ajax* et la ville d'Amsterdam sont

considérés comme un club et une ville à forte proportion de Juifs. Les adversaires à cette équipe, protestants et catholiques, sont opposés non seulement à une certaine formation, mais aussi à une religion, tout ceci agrémenté de métaphores guerrières, fréquentes dans les stades. Le football allemand, aussi, est censé refléter une certaine «mentalité»: il serait rangé, simple, efficace et discipliné. Les joueurs et la «culture» qu'on veut bien leur imprimer marque le football qu'ils sont en train de pratiquer. Le maillot constitue alors un simulacre unificateur et fictivement identitaire, il falsifie le réel, et surtout, il permet l'instrumentalisation politique et religieuse du football.

Par le maillot, expression de la différence, le joueur, le dirigeant et le supporter distinguent donc le «Nous» du «Eux». Il montre, accompagné de diverses récupérations, à quel point l'identité d'un groupe se construit non seulement par la vaine croyance en une certaine «essence», mais également par le refus de l'Autre: si les supporters de l'*Atlético* seront derrière Raúl pendant l'*Euro*, alors qu'il est leur ennemi juré pendant le championnat, c'est aussi qu'il n'est pas allemand, suisse ou italien, avec toutes les récupérations identitaires et la stéréotypie que cela suppose.

Mathias Schaer

QUE LA FINANCE GAGNE!

«*Sir Alex Ferguson est considéré par le marché comme un actif financier*». «*Il y a un gros risque d'OPA!*». Auteur de la première phrase, O. Houston l'a prononcé alors que beaucoup craignaient le renvoi de l'entraîneur fétiche de *Manchester United* (*Man U*). Et O. Huston, c'est la voix de *Shareholders United*, une association de plus de 10'000 petits porteurs supporters du *Man U*, un club coté en bourse depuis 1996. Quant à la seconde, son auteur est S. Bones, ouvrier de son état, supporter de *Man U* depuis l'âge de 8 ans et membre du *Shareholders United*. Rien à voir donc avec de coquets traders de la City.

Née en 1998, la *Shareholders United* est le fruit d'une révolte: le risque de voir le grand magnat de la presse R. Murdoch mettre la main sur *Man U*. Pour avoir leur mot à dire dans les affaires du club et pour éviter de voir le prix du billet d'entrée doubler, les supporters du club ont étudié le droit commercial, puis constitué la *Shareholders United* (*Libération*, 31.01.04). Aujourd'hui, ils en sont fiers: les dividendes tombent et la direction du club les sollicite pour contribuer à la grandeur de *Man U*, en monnaie sonnante et trébuchante. Et voilà comment la logique financière s'immisça jusque dans les esprits des supporters du stade d'Old Trafford. YS

DOSSIER : MAIS DE QUI SE FOOT-ON ?

La gauche et le football: Opium du peuple?

L'époustouflante rapidité avec laquelle le capitalisme récupère le jeu du ballon rond semble confirmer celles et ceux qui, à gauche, considèrent que le football n'est rien d'autre qu'une ruse des possédants pour contrôler les dominés. Ils ont tort.

A sa naissance, le foot est aristocratique. C'est en effet au sein des *colleges* anglais, hauts lieux de formation des futurs décideurs de l'empire britannique, que ce jeu voit le jour entre 1830 et 1860. Mais, très rapidement, il se mondialise – par le biais de l'émigration européenne – et se démocratise – à travers l'émergence des clubs ouvriers.

FOOT ET «CONTRE-CULTURE»

C'est que le foot fait ses premiers pas lors d'une phase d'expansion fulgurante du capitalisme industriel dont les vagues massives d'émigration vers les Amériques et la constitution des mouvements ouvriers socialistes sont deux expressions patentes. Ces phénomènes se trouvent à la base de l'émergence de ce qu'on a jadis appelé la «contre-culture ouvrière». Confrontés à l'exploitation patronale, à la migration tout comme à la marginalisation sociale, les socialistes se lancent dans un vaste effort d'organisation syndicale et politique mais également de mise sur pied d'une propre culture ouvrière. Objectif: soustraire les masses populaires à l'influence dominante de la culture bourgeoise.

A côté des cercles de lecture, groupes de théâtre, chorales et autres harmonies, le foot joue un rôle central. Naissent ainsi les premiers clubs ouvriers dont les noms représentent parfois à eux seuls tout un programme politique. Par exemple en Argentine, où parmi les immigrés, italiens et espagnols, on retrouve bon nombre d'anarchistes. Comme le rappelle l'intellectuel et écrivain uruguayen Eduardo Galeano, «*le club Argentinos Juniors s'appela à sa naissance club Martyrs de Chicago, en hommage aux ouvriers anarchistes pendus un Premier Mai*». En Angle-

terre, en France et en Allemagne, à côté de clubs soutenus financièrement par les patrons, des associations de foot authentiquement ouvrier-ère-s voient le jour. Souvent dépourvus d'un terrain propre, ces clubs – dont une partie intégrait la désignation *Wanderers* (randonneurs) dans leur nom – s'entraînaient sur des pelouses de fortune. Quant à la Suisse, le foot ouvrier s'exerçait au sein des sections régionales de l'Association suisse de gymnastique et de sport ouvrier (SATUS), dont une partie existe encore aujourd'hui.

MISE AU PAS

L'affirmation d'une contre-culture ouvrière trouve son apogée, mais également le début de sa fin, pendant la période de l'entre-deux-guerres (1919-1939). D'un côté, écrasement des mouvements ouvriers italiens, allemands et espagnols par le fascisme et le national-socialisme ainsi que récupération du foot par ces régimes. De l'autre, intégration croissante des forces progressistes dans les pays restés

relativement démocratiques à une sorte de consensus national – en Suisse les socialistes reprennent alors le mot d'ordre de la «défense nationale spirituelle» à leur compte.

Cette dernière évolution s'approfondit depuis la Deuxième Guerre mondiale et notamment avec l'émergence d'une véritable économie mondiale du foot dans le sillage du tournant néolibéral à partir des années 1970 (cf. articles pages 6 et 7). En Italie et en Allemagne, des clubs très fortement liés aux anciennes dictatures – tels que la *Juve* et *Schalke 04*, l'équipe des anciens mineurs du charbon – comptent aujourd'hui parmi les plus populaires. Tout un symbole.

OUBLIER LE BALLON ROND?

Et la gauche? Une partie d'entre elle, notamment au sein de la social-démocratie, entretient un rapport plus qu'ambigu avec le monde du foot. C'est que la clientèle électorale ne se recrute plus nécessairement parmi les milieux populaires qui, dit-on, aiment le

foot et votent désormais à droite. Et parmi les intellectuels, nombreux sont ceux qui, selon Galeano, «*désqualifient le football parce qu'il châtre les masses et détourne leur énergie révolutionnaire*».

Ils ont tort. Non seulement parce que cette attitude «anti-populaire» est une stupidité politique car elle est en partie à la base de la distance croissante entre la gauche et les majorités populaires. Froncer les sourcils en entendant parler du dernier match c'est également oublier qu'autour du foot se nouent des amitiés, sont lancées des discussions et abordés les problèmes de la vie quotidienne, se crée la solidarité. A ce titre, le football est un important lieu de sociabilité.

Enfin, penser que le jeu du ballon rond n'en vaut plus la chandelle, c'est oublier que le foot et la gauche ce n'est pas de l'histoire ancienne. Ce que dit Galeano, encore lui, pour le début du 20^{ème} siècle reste en effet valable de nos jours: «*en ces premières années du siècle, il ne manqua pas d'intellectuels de gauche pour célébrer le football au lieu de le répudier comme anesthésiant de la conscience. Parmi eux, le marxiste italien Antonio Gramsci, qui fit l'éloge de «ce royaume de la loyauté humaine exercé au grand air.*»

Philipp Müller

Pour en savoir plus : Eduardo Galeano, Le football, ombre et lumière: essai, Castelnau-le-Lez: Climats, 1997.

DE LA MÉTAPHORE FOOTBALISTIQUE EN POLITIQUE

«*Le rôle que je voudrais bien avoir, c'est celui de milieu de terrain. Mais ma position personnelle, c'est en attaque, à l'aile droite bien sûr. Et peut-être que je pourrais mettre un but...*». Voilà comment le héros malgré lui du film *Le Génie helvétique* de J.-S. Bron, l'acteur et conseiller national radical bâlois J. Randegger, évoque son rôle dans la commission *GenLex*. La commission est un terrain de foot, les équipes ont leur maillot («gauche», «droite») et il ne manque que quelques coupes de citrons pour commencer le match. Coup de sifflet.

Combien de politicien-ne-s ont été tenté-e-s par l'usage de la métaphore footballistique pour parler du jeu politique? Beaucoup, car l'image est trop belle pour ne pas céder à ce raccourci si pratique. Un raccourci si facile à comprendre, tant pour le pékin de base que pour le ou la journaliste des couloirs fédéraux. Pourtant, derrière cet allant de soi se loge une vision aseptisée des rapports de force («*Tout cela n'est qu'un jeu finalement. Allez hop, passez-moi ce ballon!*»). Reste que chez notre ailier droit bâlois, la métaphore footballistique sert à réaffirmer l'idée selon laquelle au final, tous les joueurs et joueuses de cette commission luttent à armes égales – protégés-tibias, crampons, etc. – ce qui est une façon comme une autre d'oublier que certains ou certaines sont plus à même que d'autres de courir derrière le ballon. Lui, s'en fiche, son sponsor *Syngenta* – œuvrant contre le moratoire *GenLex* – lui ayant fourni toute la pharmacopée du footballeur galoiseur.

YS

DOSSIER : MAIS DE QUI SE FOOT-ON ?

De Cape Town à Amsterdam, les réseaux de recrutement des joueurs africains

Le football professionnel n'échappe pas à la globalisation des marchés. Au niveau européen, on observe une «délocalisation» croissante de la «production» de joueurs en Amérique latine ou en Afrique, où les coûts de formation sont moins élevés.

Par Raffaele Poli,
Université de Neuchâtel.

L'engagement grandissant de joueurs provenant d'Afrique est rendu possible par la mise en place de réseaux transnationaux pour la détection, la formation et le transfert de jeunes talents. Brève typologie des principaux acteurs de ce marché.

LES AGENTS DE JOUEURS

Historiquement, les agents de joueurs ont joué un rôle très important dans la mise en place des filières à la base du transfert de footballeurs africains en Europe. La société *Foot Elite-Intercontact Marketing*, par exemple, bien que basée en France, est omniprésente en Afrique: «nous comptons parfois deux à trois correspondants ou collaborateurs dans certains pays. Ce sont souvent des anciens joueurs, des entraîneurs ou des dirigeants de club. Ils mènent, discrètement, sur le terrain, un travail en profondeur et nous conseillent également certains joueurs. Les premières approches sont généralement faites par eux», explique le directeur Lucidio Ribeiro (*Afrique football*, mai/juin 2003). Parallèlement

aux sociétés d'agents de joueurs bien structurées, une myriade d'intermédiaires agissent de manière informelle en percevant le plus souvent un pourcentage sur le montant de la transaction réalisée, et sur le salaire du joueur transféré.

LES ENTRAÎNEURS EUROPÉENS

Les entraîneurs européens, ou présents en Afrique, ont souvent joué le rôle d'intermédiaires pour organiser la venue de footballeurs africains en Europe. Dans les années 1990, par exemple, l'ancien entraîneur de la sélection nationale nigérienne, le Hollandais Clemens Westerhof, s'occupait du transfert de joueurs nigériens en Europe, ce qui lui a permis de créer une véritable filière entre le Nigeria et l'Europe du Nord (*Match Mag* 05.07.1994). Plus récemment, après avoir créé un centre de formation en Côte d'Ivoire, Jean-Marc Guillou, ancien entraîneur de *Servette* et de *Xamax*, a transféré une quinzaine de joueurs ivoiriens dans le club du *KSK Beveren*, en Belgique, dont il est actionnaire.

LES CLUBS EUROPÉENS

Ces dernières années, de nombreux clubs de football

européens se sont implantés en Afrique à travers le rachat de clubs locaux ou la conclusion d'accords de partenariat. En octobre 1999, *Feyenoord Rotterdam* a ouvert un centre de formation à Gomoa Fetteh, au Ghana, dans lequel il a investi 1.5 millions d'euros (*Stades d'Afrique*, 18/2001). *Ajax Amsterdam*, est aussi présent au Ghana, où il possède deux centres de formation et collabore avec le club de première division d'*Ashanti Goldfields*. *Ajax* et *Feyenoord* sont encore actifs en Afrique du Sud. Le premier club possède le 51% de l'équipe d'*Ajax Cape Town*, alors que le deuxième a conclu un accord de partenariat avec *Supersport United Johannesburg*.

LES ANCIENS JOUEURS AFRICAINS

A l'image des entraîneurs européens en Afrique, les joueurs africains ayant évolué en Europe font souvent valoir les relations tissées durant leur carrière pour organiser le transfert de jeunes talents. Après avoir joué dans les décennies 1960 et 1970 en France, en Espagne, au Portugal et aux Etats-Unis, le Malien Salif Keita, de retour à Bamako, a créé un centre de formation pour jeunes footballeurs en 1993, le *Centre Salif Keita (CSK)*. Depuis, de nombreux joueurs formés dans le *CSK* ont intégré des équipes professionnelles européennes. C'est notamment le cas de Mahamadou Diarra, qui joue à l'*Olympique Lyonnais*, et de Seydou Keita, qui évolue au *Racing Club Lens*.

LES HOMMES D'AFFAIRE AFRICAINS

La possibilité de réaliser des profits par le transfert de joueurs a poussé de nombreux hommes d'affaires africains à investir dans des centres de formation. Au Cameroun, deux entreprises de boissons, la *Société anonyme des brasseries du Cameroun* et l'*Union camerounaise des brasseries (UCB)*, possèdent des écoles de football. Le fils du propriétaire de l'*UCB*, Gilbert Kadji, a donné son nom à la *Kadji Sport Academy (KSA)* de Douala. Quatre joueurs formés à la *KSA* (Samuel Ojong, Jean-Pierre Tcheutchoua, Armand Deumi et Hervé Tum) jouaient en Suisse lors de la saison 2003/04. Tous y ont été transférés entre 1999 et 2001, lorsque Gilbert Kadji était aussi le propriétaire du *FC Sion*.

L'intensification du recrutement de joueurs «bon marché» dans les pays défavorisés par les clubs européens est étroitement liée à la multiplication des types de réseaux mis en place. Bien que de plus en plus diversifiées, les filières créées sont toujours animées par la volonté de tirer profit du différentiel économique existant entre l'Europe et l'Afrique.

Dans cette logique spéculative, les joueurs africains, transférés généralement très jeunes, sont conduits à circuler entre différents clubs européens et, au cas où ils ne répondent pas aux attentes, finissent par disparaître de la circulation et tomber dans la clandestinité. Le rève migratoire de jeunes footballeurs africains peut ainsi se transformer en un véritable cauchemar.

POUR EN SAVOIR PLUS

Cet article est un extrait d'une recherche conduite dans le cadre d'une thèse de doctorat en cours à l'Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel et au laboratoire CERSO de l'Université de Franche-Comté. Les premiers résultats ont été publiés en 2004 aux éditions du CIES, dans l'ouvrage «*Les migrations internationales des footballeurs: trajectoires de joueurs camerounais en Suisse*».

Etincelles chiliennes

Le Chili, un des premiers pays à avoir entièrement libéralisé et privatisé son économie électrique, se trouve engouffré dans une crise énergétique majeure. La gauche et les milieux environnementaux exigent un tournant écologique.

«Le problème fondamental est que nous sommes confrontés à une politique qui privilégie la baisse des prix à court terme au détriment de la sécurité d'approvisionnement. D'autre part, nous dépendons de façon excessive d'un nombre restreint de sources d'énergie». C'est en ces termes que Roberto Román, ingénieur de l'Université du Chili, résume la situation actuelle qui voit le pays andin plongé dans une crise énergétique aiguë.

En effet, depuis que le président argentin, Nestor Kirchner, a décrété, il y a deux mois, que l'Argentine allait drastiquement réduire ses exportations de gaz naturel vers son voisin occidental, les lumières sont menacées de s'éteindre dans la patrie de Pablo Neruda. 18% de la production d'électricité dépendent de centrales qui fonctionnent avec du gaz importé dont 99% est argentin.

Ce n'est que depuis 1998 que cette matière première joue un rôle important dans l'économie électrique chilienne. A l'époque, une longue période de sécheresse avait paralysé temporairement une partie des activités industrielles tout en provoquant des coupures de courant répétées – notamment dans les quartiers pauvres de la périphérie de Santiago, la capitale. La réponse des milieux électriques – l'Etat mais avant tout les entreprises privées – avait alors consisté en une réorientation vers le gaz. Dans l'immédiat, cette politique semblait porter ses fruits: baisse des prix et augmentation de la production. Or, parallèlement, la dépendance de l'étranger s'est intensifiée.

LA STRATÉGIE DU «TOUT PRIVÉ»

La crise actuelle trouve son origine dans la volonté libéralisatrice et privatisatrice des milieux

dirigeants chiliens depuis le milieu des années 1980. Encore sous Augusto Pinochet, les principales entreprises de production électrique ont été cédées à vil prix – notamment à la multinationale espagnole *Endesa*. Les gouvernements civils qui ont succédé au dictateur ont continué dans cette politique et se sont chargés de la vente des réseaux de distribution du courant. Conséquence: aujourd'hui, le rôle de l'Etat chilien se limite essentiellement à la fixation formelle des prix d'électricité et à la vente de concessions de constructions de nouvelles centrales électriques érigées et gérées par des conglomerats privés, dont la plus récente, *Ralco*, se bâtit après qu'une communauté appartenant aux indiens *mapuche* a été chassée de ses terres.

En même temps, on assiste à une forte interpénétration entre «barons du courant» et hautes sphères étatiques. Ainsi, l'actuel ministre de l'économie et de l'énergie, Jorge Rodríguez Grossi, a travaillé auparavant comme directeur d'une des principales entreprises importatrices de gaz naturel argentin.

TOURNANT ÉCOLOGIQUE?

L'avenir énergétique du Chili s'annonce donc plutôt sombre. D'un côté, le gouvernement se prépare d'ores et déjà à annoncer des hausses de prix de consommation qui toucheront essentiellement les milieux populaires. De l'autre, l'impasse structurelle est loin d'être résolue. En effet, les plans du président argentin visant à limiter le pouvoir des multinationales du gaz dans son propre pays afin de favoriser le développement industriel national, se feront en partie au détriment des exportations vers le Chili. A cela s'ajoutent les déclarations récentes de l'actuel président boli-

vien visant à obtenir l'accès de la Bolivie – dont les gisements de gaz sont énormes – au Pacifique en échange de ventes de gaz au Chili. Une revendication qui touche aux fondements des deux nationalismes.

Face à cette situation, la gauche chilienne et les milieux de défense de l'environnement intensifient leurs activités en faveur d'un authentique tournant écologique. Leurs propositions se centrent pour l'essentiel sur l'utilisation de ressources alternatives: géothermie, énergie éolienne, bio-

masse. Dans un pays qui possède à la fois des régions désertiques propices à l'exploitation du vent et des zones volcaniques se prêtant à l'utilisation à bon marché de la chaleur de la terre, les solutions techniques ne manquent pas. Cependant, aussi longtemps que la régulation de l'économie électrique se base sur les mécanismes de marché et un rôle prépondérant des acteurs privés, l'impasse énergétique restera entière.

Philipp Müller



Conseil national: encore un durcissement de la politique d'asile

Par Jean-Paul Ros, secrétaire politique auprès du groupe socialiste à Berne.

Sondage après sondage, le thème des étrangers apparaît comme l'une des préoccupations majeures de la population suisse, et ce particulièrement sous l'angle de la criminalité des requérant-e-s et de l'occupation des places de travail, préjudiciablement au détriment des indigènes. La proportion prise par cette thématique dans les esprits est surtout le fait d'une habile propagande des courants néo-nationalistes qui orchestrent et médiatisent avec brio un alarmisme identitaire de notre société. Face à cela, la gauche maintient son cap: rappeler avec force que décider des règles ayant trait à la migration, c'est se prononcer sur le sort et

le destin de personnes, dans leur existence et dans leur survie pour certaines d'entre elles. Rien d'étonnant donc que les débats au Conseil national sur l'asile en mai dernier aient démontré combien les questions liées aux migrant-e-s restent l'un des fossés idéologiques les plus profonds entre la gauche et la droite de ce pays.

L'ASILE À LA MOULINETTE DU CONSEIL NATIONAL

Des décisions prises par le Conseil national sur l'asile, on retiendra l'ancrage dans la loi du statut de l'admission humanitaire, cheval de bataille des forces de gauche. Du côté des fortes déceptions, on relèvera l'adoption du principe de non entrée en matière en cas de transit par des pays tiers dits «sûrs», sorte de concrétisa-

tion «soft» de l'initiative UDC «contre les abus en matière d'asile». Le fait qu'une autorité politique, ici le Conseil fédéral, établisse une telle liste consacre une pratique que des considérations de politique extérieure vont entacher d'arbitraire. La gauche a aussi échoué à consacrer dans la loi l'accès des requérants à un conseil légal et le droit à l'assistance judiciaire. Or, dans un Etat de droit, la contrepartie naturelle à la réduction des délais de traitement des requêtes est le renforcement des droits et des moyens de les faire valoir. Il a aussi été proposé en vain que les demandes d'asile de personnes vulnérables soient examinées en procédure ordinaire. Le programme d'allégement budgétaire 2003 conduira donc des femmes enceintes, des mineurs

non accompagnés et des personnes malades à perdre tout statut légal en cas de non entrée en matière et à ainsi quémander l'aide sociale communale.

JUSQU'À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT...

Pire, la droite est parvenue à introduire la possibilité de supprimer l'aide au développement aux Etat récalcitrants à réadmettre leurs ressortissants expulsés. C'est une absurdité évidente car, en général, l'on fuit des régions du monde où les violences et les persécutions vont de pair avec la misère qui y règne. Ce soutien contribue justement à diminuer le risque de flux migratoire en direction des pays riches. D'autres nouveautés telles que la communication des données à l'Etat de provenance avant que l'instance de recours ne se soit prononcée sur le droit à l'asile ou la réduction à un juge du collège composant ladite autorité de recours ne peuvent être qualifiés que de «dispositions crasses». Gageons que le Conseil des Etats corrigera le tir.

Sur le traitement de la nouvelle loi sur les étrangers, et même si la gauche a défendu ses principes humanistes avec persévérance, le sentiment actuel est mitigé. A n'en pas douter, une politique d'admission un peu plus réaliste du point de vue des besoins du marché déchargerait l'asile de bon nombre de réfugiés économiques. Hélas, par le phénomène du copier-coller institutionnel, la défiance des élus de droite à l'égard des migrants va perpétuer au sein de la population une inclination vers le «xéno-scepticisme». Il reste à la gauche le soin de relever le défi de contrer ce mécanisme en s'engageant pleinement dans les dossiers de politique migratoire; à commencer par les votations du 26 septembre concernant la révision de nos règles sur la naturalisation.

LE BAS SEUIL, MIROIR GROSSISSANT DE LA MISÈRE DU MONDE

La Fondation Mère Sofia a pour but «d'offrir des lieux d'accueil aux sans abris, aux blessés de la vie et aux rejetés de tous, dans le respect de la dignité humaine et sans aucune discrimination». Et c'est en allant à la rencontre de ces «blessés de la vie» qu'elle mène à bien sa mission. Cela implique de travailler selon un mode particulier, «à bas seuil». L'idée est d'abaisser autant que possible les exigences d'accès aux prestations. Ainsi, le travail de rue, comme par exemple la soupe populaire à Lausanne, est capital. C'est un lieu d'écoute et de partage, c'est un lieu où l'on peut reprendre quelques forces en se nourrissant. C'est un lieu qui permet de prendre le pouls, de saisir les évolutions des milieux les plus marginalisés de notre pays, une sorte de miroir de réalités que certains voudraient ne pas voir.

Des personnes âgées qui ne parviennent pas à boucler leurs fins de mois, des parents de familles monoparentales, des sans abris, des requérants d'asile déboutés ou non, des sans-papiers, tous y cohabitent quotidiennement et partagent leur bol de soupe. La Soupe est donc en première ligne pour percevoir les évolutions qui frappent les plus marginaux. Lorsque la cocaïne injectée a fait son apparition, lorsqu'une vague de migrants des pays de l'Est souvent polytoxomanes, avec des comportements parfois violents, est survenue, les travailleurs sociaux et les bénévoles de la fondation étaient en première ligne. Ils ont dû très rapidement trouver des solutions pour que les divers types d'usagers de la Soupe puissent continuer à être accueillis.

La Soupe, comme les autres institutions à bas seuil, ressent très vite les effets des vagues migratoires, de la mauvaise qualité de la dope ou d'une modification de la stratégie des opérations policières. Aujourd'hui plus qu'hier, la mission d'aider les plus défavorisés de notre société, sans aucune discrimination, est capitale.

Stéphane Montangero

Fondation Mère Sofia: CCP 70-639170-1

Vaud: Le temps de l'ignorance comptable

Par Gilles Pierrehumbert,
président de la Société vaudoise
des maîtres du secondaire (SVMS).

Ainsi les comptes 2003 du Canton de Vaud affichent un déficit colossal de 385 millions de francs. Le ministre des finances Pascal Broulis glose sur l'explosion des charges, alors même que la croissance des dépenses entre 2002 et 2003 (5,6 %) correspond raisonnablement à la croissance des besoins sociaux de la population. Le seul vrai problème est celui des recettes. Ce canton n'a pas la volonté politique de mobiliser les ressources fiscales nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

CE QUI DEVAIT ÊTRE PRÉSERVÉ ...

La planification financière du programme de législature du Conseil d'Etat prévoyait d'épargner des prestations qu'il considérait prioritaires, en particulier l'école. Le gouvernement a déjà changé son fusil d'épaule: les mesures urgentes prises au début du mois d'avril exigent un effort

sans précédent de 43 millions, dont plus de 13 pour la formation. La scolarité obligatoire est à elle seule mise à contribution à hauteur de 8,5 millions. Comme l'année scolaire ne commence que le 1^{er} août, cela représente plus de 20 millions de francs sur une année.

Chaque établissement est ainsi sommé de se passer des services de l'équivalent de trois enseignant-e-s à la rentrée prochaine. Il est toutefois difficile de voir les conséquences concrètes de ces coupes. En effet, les écoles recevant une enveloppe globale en fonction du nombre d'élèves, il suffit à l'Etat de modifier le taux de calcul et de laisser le soin à chaque directeur/riche de définir les prestations et les postes à supprimer.

LE DÉBUT DE L'ENFER

La conséquence de ce procédé est le caractère hétéroclite des mesures suivant les établissements. A titre d'exemple et en vrac: augmentation des effectifs de classe par la non-ouverture de classes, en particulier de classes à effectif réduit destinées

aux élèves en difficulté; suppression de cours d'appui; de camps; de cours à options (danse, théâtre, chœur); de projets de prévention dans le domaine de la santé; etc. Autant de mesures qui toucheront les élèves de milieux défavorisés qui n'ont pas les moyens de compenser la perte de ces prestations en dehors de l'école.

Les élèves sont touché-e-s, et les enseignant-e-s ne sont pas épargné-e-s: suppression ou diminution de décharges d'enseignement, diminution des subsides et de l'offre de formation continue. On peut s'interroger sur le souci qu'a le gouvernement de la qualité de l'enseignement dans l'école publique. Et cela ne fait que commencer. Le Conseil d'Etat s'est promis de trouver près d'un milliard de francs d'économies d'ici 2007, et annonce déjà des coupes de l'ordre de 100 à 200 millions pour 2005. Cela se traduira par des attaques violentes sur les salaires et le temps de travail, et par la non-indexation durable des prestations publiques à la croissance des besoins. La formation sera durement touchée.

UN PROJET POUR L'ÉCOLE

Contre la barbarie de la logique comptable, il faut d'abord affirmer la nécessité d'une école publique dont la mission est de former les élèves à l'acquisition des savoirs fondamentaux, par la mise en œuvre de stratégies d'enseignement et de prises en charge socio-scolaire qui puissent lutter contre les inégalités de départ entre les élèves et contre le renforcement de la sélection sociale.

Pour de telles prestations, il est indispensable d'assurer des conditions de travail dignes et respectueuses des travailleurs/euses de l'enseignement; et de mobiliser des moyens financiers publics à hauteur de l'augmentation de la population scolaire, des besoins en formation et des méthodes d'enseignement.

Voilà le vrai débat politique, celui qui porte sur les besoins collectifs qu'une société définit, au contraire de celui qui se limite au boutiquier qui compte ses sous en veillant à ne pas en demander à ceux qui en ont à ne plus savoir qu'en faire...

Fribourg: Quand patron rime avec exploitation

Par Xavier Ganoz, syndicaliste
FTMH, section Vaud-Fribourg.

En novembre passé, *Pages de gauche* (numéro 17) informait sur le conflit en cours entre syndicats fribourgeois et patrons des shops de stations-service. Depuis, les deux parties se sont rencontrées à cinq reprises et, à l'heure du bilan, aucun souffle n'a fait pencher le regard des employeurs sur les conditions exécrables de leurs salarié-e-s. Lors des premières négociations pourtant, le contexte semblait favorable à une entente: les discussions portant sur la revalorisation salariale, sur l'aménagement

d'horaires corrects et sur la concrétisation d'un accord en bonne et due forme allaient bon train. On pouvait même entendre de la bouche des patrons des propos «paternalisants» qui érigeaient l'employé-e en fils, en sœur, en ami si cher au cœur des dirigeants de shops. Que d'énergie perdue pour, en définitive, recevoir un camouflet de premier ordre.

LES SYNDICATS SUR LE PIED DE GUERRE

En effet, lors de la dernière négociation du 24 mai passé, la délégation syndicale a appris, grâce à l'indiscrétion de

l'un des employeurs présents, que la représentation patronale se retrouverait le lendemain même dans le bureau du conseiller d'Etat radical en charge de l'économie afin d'y obtenir une prolongation des horaires d'ouverture de leurs magasins. Ceci sans consultation préalable des partenaires sociaux, dans un contexte de secret infantile et à contresens des discussions en cours. Les règles présidant à la négociation ont été bafouées, le respect habituellement de rigueur pour son adversaire l'a été tout autant. Que dire aussi de cette violation de la votation populaire du 18 mai 2003

au cours de laquelle les Fribourgeoises et Fribourgeois se sont déterminés contre toute extension des horaires d'ouverture des shops: ARNAQUE semble le mot le plus approprié.

La mauvaise foi patronale est un élément constitutif des luttes syndicales. Cependant, la dignité pour sa propre personne exige le respect de quelques règles lorsque l'on s'assoit autour d'une table de négociation. Tel n'est pas le cas et l'embuscade du conseiller d'Etat Pittet ne fait que renchérir l'impression globale. A l'affrontement de face, les syndicats sont prêts.

Pour une Convention internationale sur l'eau

Par Bastienne Joerchel, *Communauté de travail Swissaid / Action de carême / Pain pour le prochain / Helvetas / Caritas / Eper.*

1,4 milliards de personnes n'ont aujourd'hui toujours pas accès à l'eau potable, plus de 2 milliards déversent leurs eaux usées dans la nature faute d'installations d'assainissement et 3 millions d'enfants meurent chaque année de maladie parce qu'ils ont bu de l'eau contaminée. Malgré toutes les promesses et l'engagement de la communauté internationale de réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes

n'ayant pas accès à l'eau potable, la situation ne fait que s'aggraver.

C'est pourquoi, la Communauté de travail des œuvres d'entraide – comme de nombreuses autres ONG – plaide pour une Convention internationale qui inscrit l'eau comme un bien public et élève l'accès à l'eau potable à un droit de l'Homme et des générations futures. Cette promesse faite à l'humanité figure d'ailleurs depuis longtemps dans tous les documents importants et programmes d'action de l'ONU.

L'élaboration d'une telle convention est d'autant plus

urgente qu'on assiste aujourd'hui à un engouement toujours plus pressant des multinationales pour exploiter un marché potentiellement gigantesque, encore à 95% aux mains d'opérateurs publics. A l'heure où les fonds publics ne cessent de diminuer, les gouvernements, l'ONU et les grandes institutions économiques internationales encouragent cette implication du secteur privé au travers de «partenariats public-privé». Une stratégie qui soumet l'approvisionnement en eau potable à une logique de rentabilité et de profit contredisant les buts visés par l'ONU: desservir la

totalité des populations concernées, y compris les plus démunies, à des tarifs accessibles.

Augmentation des prix, services réservés aux grandes villes et quartiers urbanisés, diminution de la qualité des prestations ont été les conséquences des privatisations auxquelles on a assisté jusqu'à ce jour dans divers pays. De «bien public», l'eau devient un «bien économique», dont l'approvisionnement est laissé au bon vouloir de groupes multinationaux. Le «droit vital à l'eau» se trouve réduit à une demande qu'un fournisseur consentira à satisfaire seulement s'il y trouve son intérêt économique.

Seule une convention internationale sur l'eau, qui se montre contraignante, où serait affirmé le droit de tous les êtres humains à de l'eau potable et qui déclarerait l'eau «bien public», peut protéger cette ressource vitale de la mainmise des multinationales. Cette convention, à l'instar de celles sur le climat et la biodiversité, devrait être élaborée dans le cadre des Nations Unies et accompagnée d'un plan d'action.

En tant que véritable château d'eau de l'Europe, la Suisse pourrait jouer un rôle de *leadership*. Il y a trois ans, le Conseil fédéral avait accepté – dans sa réponse au postulat de la conseillère nationale Ruth Gonseth (Verts) – de s'engager en faveur d'une convention internationale sur l'eau. Depuis, silence radio. En lieu et place, la Suisse fait le jeu de l'économie privée en promouvant les partenariats public-privé. La Communauté de travail demande aujourd'hui au Conseil fédéral de revoir sa position et de tenir ses promesses.

Dans sa série «GLOBAL+ dossier», la Communauté de travail a publié une brochure sur «Le monde a besoin d'une convention sur l'eau».
Le dossier de 12 pages A4 peut être téléchargé depuis: http://www.swisscoalition.ch/francais/files/D_PnDr2.pdf. Vous pouvez aussi commander un exemplaire imprimé sous: mail@swisscoalition.ch (7.- SFr plus port).

COLOMBIE: UN SYNDICAT EN LUTTE CONTRE NESTLÉ

C'est un euphémisme de dire que, sous certaines latitudes, le climat est peu propice à l'activité syndicale (*Pages de Gauche*, mai 2004). En témoigne encore le conflit du travail qui secoue l'usine Cicolac de Nestlé en Colombie. Un exemple parmi d'autres à travers le monde de la politique hostile et destructive de Nestlé à l'égard de ses ouvrier-ère-s syndiqué-e-s.

Le conflit éclate en février 2002 alors que la convention collective de travail prend fin. La direction de Nestlé la dénonce dans sa totalité avec comme but de supprimer la majorité des droits sociaux acquis durant des décennies de lutte. Le syndicat SINALTRAINAL soumet en contrepartie une pétition pour défendre la convention du travail et l'améliorer par différentes mesures. Les deux parties ne parvenant pas à un accord lors des négociations, SINALTRAINAL décide de faire grève afin de défendre sa position. Des menaces de mort à l'égard de ses membres vont pousser le syndicat à cesser ce moyen de lutte légal et faire appel à un tribunal arbitral pour calmer les tensions.

L'ouverture du tribunal arbitral va être retardée et aura seulement lieu en avril 2003. Le 7 mai 2003 le représentant syndical décide de ne pas continuer le procès entamé, faute d'avoir l'assurance d'un procès équitable. Il dit avoir demandé des preuves de la part de la direction sans jamais avoir reçu de réponse. Bien que la loi colombienne sur le travail interdise l'arbitrage par un tribunal incomplet, le tribunal arbitral prononce en mai un jugement. Il en résulte l'abolition de plusieurs subventions comme la direction l'avait exigé l'année d'avant.

Septembre 2003, la direction de Cicolac «obtient» en utilisant des menaces et des moyens de pressions massifs que près de 200 travailleur-euse-s «renoncent» à leur convention collective. Une centaine d'autres ouvrier-ère-s vont ainsi perdre leur travail, leur contrat d'engagement étant temporaire. Selon le témoignage d'un syndicaliste, ceux-celles qui sont resté-e-s, seraient payé-e-s environ 4\$ par jour à la place de 10 à 12\$ et ceci pour une journée de travail plus longue. Ils-elles n'auraient pas le droit de se syndiquer ni de rentrer en contact avec les dirigeant-e-s syndicaux-ales. En novembre 2003, le syndicat dans l'entreprise Cicolac est presque totalement démantelé: seul un ouvrier est encore syndiqué. Enfin l'affaire est loin d'être terminée puisqu'à l'occasion de l'assemblée des actionnaires de Nestlé, qui s'est tenu en avril 2004 à Lausanne, un représentant syndical colombien est intervenu pour dénoncer la situation insupportable qui règne toujours dans la fabrique de Nestlé en Colombie.

Béatrice Schmid,
Attac-vaud et co-auteure d'Attac contre l'empire Nestlé.

Dans Attac contre l'empire Nestlé, les membres du groupe de travail «Multinationales et mondialisation» d'Attac-Vaud consacrent un chapitre à la triste usine Cicolac en Colombie. D'autres thèmes sont abordés comme celui de la mainmise de Nestlé sur le marché du café et de l'eau, le scandale du lait en poudre toujours d'actualité, le problème de l'utilisation des OGM dans plusieurs produits Nestlé.

Cet ouvrage peut être commandé au prix de 10.- SFr (+ 2.- port) à l'adresse: Groupe mondialisation et multinationales - Attac-Vaud, CP 27, 1000 Lausanne 9. Ou sur Internet: http://www.suisse.attac.org/article.php3?id_article=404.

Un poète au chant éternel

La puissante voix de Pablo Neruda, poète chilien, Prix Nobel de littérature en 1971, s'élève pour la première fois dans la ville de Parral, au Chili, le 12 juillet 1904. Fils d'un modeste employé des chemins de fer, sa mère décède quelques jours après sa naissance. Son enfance est pluie australe sylvestre, froide, terrienne. «*De ces terres-là, de cette boue, de ce silence, je suis parti pour chanter à travers le monde*». La guerre civile espagnole le trouve résolument aux côtés des républicains, qu'il soutient par un engagement personnel et qu'il célèbre par ses poèmes «*Espagne au cœur*» (1938). Ainsi, Neruda devient le pont qui rétablit les liens entre le Chili et le vieux continent européen.

L'héritage poétique de Neruda est immense. Il était capable de transformer en vers tout ce qu'il voyait et touchait. Sa voix

raue et fatiguée permettait d'être reconnue facilement par son peuple. Une voix qui donne corps aux luttes que mène son peuple pour la dignité et la liberté. Sénateur de la République, communiste, il a vécu la persécution politique et, en 1949, a dû quitter le pays, clandestinement, en direction de Paris. Il a rédigé les dernières lignes du «*Chant général*» avant de quitter son pays natal. Ce poème écrit dans l'errance de la clandestinité est un hommage à l'histoire et la géographie américaines et un hymne aux éléments naturels comme la terre, l'eau et la pierre. C'est la biographie du continent depuis les origines jusqu'à l'arrivée des «*Conquistadores*», ceux de la période coloniale et ceux qui leur ont succédé jusqu'à nos jours.

La poésie de Neruda, et son souvenir, ne cessent de marquer les fossoyeurs de la démocra-

tie chilienne d'un sceau d'ignominie. On sait comment la maison du poète, où reposait sa dépouille mortelle, fut saccagée par les vandales. Ses obsèques, malgré les mitraillettes braquées sur le cortège, furent l'occasion d'une première manifestation de résistance à la terreur fasciste imposée par les militaires le 11 septembre 1973.

Neruda a chanté ses compatriotes anonymes, la fraternité avec les opprimés et humbles de la terre et l'immensité silencieuse et solennelle du grand Océan. Neruda fut l'homme de tous les combats pour la dignité, la solidarité et la liberté. Y a-t-il aujourd'hui un besoin de lire ou de relire les poèmes de don Pablo? La réponse est oui. L'humanité toute entière a besoin de retrouver le sens du dialogue en particulier entre les civilisations.

Et quelle serait la place du

poète dans le Chili actuel Triste constat, la réalité socio-économique chilienne est devenue injuste et révoltante pour la grande majorité de la population et avec certitude Neruda serait l'un des premiers à manifester son mécontentement contre ces barbares injustices.

L'occupation *yanqui* en Irak serait un thème de devoir éthique du barde chilien. Il a bien connu la mainmise sur l'Amérique latine de ces mêmes-là qui interviennent au nom de la démocratie, mais qui la plupart du temps la violent et la transgressent sans remords, simplement pour défendre leurs privilèges, en particulier pour du pétrole.

Ramón Vergara

Le 11 juin, hommage à Pablo Neruda, à 19h00 au Casino de Montbenon, Lausanne.

RÉVÉLATION: BLOCHER A DES FUITES



Ils l'ont dit...

Selon George Bush, «*toute personne a une place dans la société, toute personne mérite une chance, et jamais personne d'insignifiant n'a vu le jour*». Les 44 millions d'Américains qui n'ont aucune assurance-maladie peuvent en témoigner.

L'entraîneur du FC Servette, Marco Schällibaum, est un darwiniste convaincu: «*Dans tout business, il existe une sélection. Comme dans la nature. Nous*

garderons les lions et nous nous séparerons des antilopes». Cela suffira-t-il pour que Servette devienne le roi de la jungle? Franchement, on a quelques doutes.

On laissera le mot de la fin à Nicolas Sarkozy: «*Les Français n'ont pas confiance dans l'avenir. Ils hésitent donc à consommer et à investir*». Et si les Français n'avaient tout simplement pas confiance dans leur gouvernement?

Alexandre Mariéthoz

EN BREF

Quand Pages de gauche sert de référence aux banquiers...

«*Ce n'est pas la hausse de la quote-part fiscale qui devrait être tenue pour responsable de la faible croissance économique enregistrée ces dernières années, mais en première ligne le déplacement de la pression fiscale relative des contribuables mobiles aux moins mobiles, des contribuables bénéficiant de revenus élevés à ceux qui ont plutôt de faibles revenus, du fait d'une hausse significative de la part des impôts indirects dans la charge fiscale totale. [...] Ceci n'est pas sans conséquences pour la croissance économique générale. Puisque la pression fiscale a augmenté relativement de façon significative pour les détenteurs de revenus faibles et moyens, les taux de croissance de la consommation privée ont sensiblement reculé. Un jugement des réformes fiscales devrait de ce fait être entrepris seulement après une analyse détaillée des reports de charges fiscales entre les différents groupes de revenus que ces réformes impliqueraient.*»

Voici ce que déclarait le bulletin hebdomadaire de la banque Bär no. 18, édité le 12 mai passé, soit quelques jours avant le non au paquet fiscal. Une telle analyse rejoint largement celle que Pages de gauche développait dans son numéro 21 de mars, consacré à la fiscalité... La banque Bär, bientôt alliée «naturelle» de Pages de gauche? Qu'on se rassure: le raisonnement est le même, les conclusions sont différentes: si nous proposons une hausse de la pression fiscale sur les plus riches, la banque s'empresse de réclamer une baisse générale de la pression fiscale en Suisse. Ouf!

OL

Socrates Brasileiro

«Le peuple brésilien a une capacité infinie de produire plus de richesses, de mieux les redistribuer et de permettre à toute la population d'accéder aux besoins de base. Mais, c'est évident qu'il existe une élite qui travaille exactement dans la direction inverse. Cependant, il y a une telle mobilisation de la population opprimée que tôt ou tard cela devra changer.»

Socrates Brasileiro Sampaio de Souza Vieira de Oliveira, ancien milieu de terrain et capitaine de la sélection brésilienne durant les années 1980, actuellement médecin et membre du Parti du travail de Lula, dans un interview à la BBC en 2002.



AGENDA

- 9 juin**
Comité cantonal du Parti Socialiste Neuchâtelois
20h00, secrétariat cantonal, Neuchâtel
- 11 juin**
Hommage à Pablo Neruda
19h00, Casino de Montbenon, Lausanne.
- 12 juin**
Forum international - Nestlé : une transnationale, des enjeux de société.
09h00-19h00, Restaurant du Rivage, Vevey.
- 12 et 13 juin**
Fête du développement durable
Plaine de Plainpalais, Genève
- 15 juin**
Eurofoot – Groupe D – République tchèque - Lettonie
17h00, Aveiro Municipal - Aveiro
- 17 juin**
Café national – Avec Erwin Jutzet, Christian Levrat et Alain Berset
20h00, Café du Jura, Fribourg
- 19 juin**
Eurofoot – Groupe D – Lettonie - Allemagne
17h00, Bessa - Porto
- 20 juin**
Elections communales neuchâteloise (2^{ème} tour)
- 23 juin**
Eurofoot – Groupe D – Pays-Bas - Lettonie
19h45, Braga Municipal - Braga
- 26 juin**
Assemblée des délégués du Parti Socialiste Suisse
10h30 - 16h00, Schaffhouse
- 26 juin**
Coordination nationale d'ATTAC-Suisse
13h00, Berne
- 6 juillet**
Comité cantonal du Parti Socialiste Vaudois
20h00, Maison du Peuple, Lausanne

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles de foot...

«Et les joueurs? Quand on voit l'un d'eux pousser une balle dans le but vide pour marquer un but, parfois sans mérite, et ensuite courir, grimper dans les sinistres et mortels grillages, afin de brandir un poing non de sportif mais d'énergumène, la voilà bien, la démesure.»
Norbert Eschmann, journaliste sportif, in 24 Heures, 17 avril 1990.

«Nous allons devoir trouver d'autres sponsors pour la coupe du monde féminine et les autres compétitions féminines (...). La mode, les cosmétiques sont des partenaires potentiels. On doit faire plus dans ce sens-là. Et laissons les femmes jouer dans des tenues plus féminines que les hommes (...), des shorts moulants par exemple. Au volley-ball, les femmes portent des tenues différentes de celles des hommes. Il y a de jolies femmes qui jouent au foot aujourd'hui, excusez-moi de dire ça.»

Sepp Blatter, président de la FIFA, citation in l'Humanité du 24 janvier 2004, relatant les propos d'une interview au Sonntagsblick.

«En 1930, Albert Camus était le saint Pierre qui gardait les buts de l'équipe de football de l'Université d'Alger. Il s'était habitué à occuper ce poste depuis l'enfance, parce que c'était celui où l'on usait le moins ses chaussures. Fils d'une famille pauvre, Camus ne pouvait se payer le luxe de courir sur le terrain: chaque soir, sa grand-mère inspectait ses semelles et lui flanquait une rossée si elles étaient abîmées. Pendant ses années de gardien de but, Camus apprit beaucoup de choses: «J'ai appris que le ballon n'arrive jamais par où on croit qu'il va arriver. Cela m'a beaucoup aidé dans la vie, surtout dans les grandes villes, où les gens ne sont en général pas ce qu'on appelle droits». Il apprit aussi à gagner sans se prendre pour Dieu et à perdre sans se trouver nul, savoirs difficiles; il apprit à connaître quelques mystères de l'âme humaine, dans les labyrinthes de laquelle il sut pénétrer plus tard, en un périlleux voyage, tout au long de son œuvre.»

Eduardo Galeano, Le football, ombre et lumière: essai, Castelnau-le-Lez: Climats, 1997.